

Les politiques commémoratives et l'espace public dans l'Algérie coloniale

Jan JANSEN est doctorant en histoire à l'université de Constance (Allemagne). Sa thèse s'intitule « *Les politiques commémoratives et l'espace public dans l'Algérie coloniale (1840-1950)* ». Il a rejoint l'IRMC en accueil scientifique.

Depuis les années 1980, la question « comment des groupes sociaux renforcent leur cohésion en créant des formes communes de commémoration? » est à l'ordre du jour des sciences humaines et sociales. Un nombre toujours croissant de projets et de publications nous renvoie notamment au rapport étroit entre la construction de l'État-nation dans l'Europe des 19^e et 20^e siècles et la création des univers commémoratifs nationaux. En revanche, le rôle joué par des politiques symboliques dans le processus de l'expansion coloniale européenne est beaucoup moins connu.

Des études récentes sur le fait colonial ont prêté plus d'attention sur les multiples liaisons des « métropoles » européennes avec leurs empires coloniaux. Or, quand il s'agit d'aborder la connexion entre le « colonialisme » et la « commémoration », le monde de la recherche a tendance à se porter exclusivement sur la période postcoloniale et particulièrement sur la dissimulation, très répandue, du passé colonial dans les ex-métropoles coloniales. Le projet de recherche dont nous avons rédigé la dernière partie pendant notre séjour à l'IRMC, se propose de répondre à cette déconnexion. Portant sur le cas de « l'Algérie française » (1830-1962), il a deux objectifs principaux : contribuer à une image plus nuancée, plus complexifiée et plus dynamique de la société coloniale franco-algérienne, tout en proposant des nouvelles perspectives sur les politiques commémoratives européennes, vues à partir de la « périphérie » coloniale.

L'expansion coloniale a produit des nouvelles sociétés artificielles, tendues et fragiles, des « sociétés plurales » pour reprendre le terme de John S. Furnivall, dépendant largement de formes (symboliques) de légitimation, de stabilisation et d'intégration. L'Algérie française n'en est pas une exception. Conquis à partir de 1830, le pays n'est pas seulement le premier, il est également le plus important élément de l'empire colonial français « moderne » aux 19^e et 20^e siècles. De fait, l'Algérie devient, au cours du 19^e siècle, l'objet principal de l'ambitieuse politique coloniale française de l'« assimilation », c'est-à-dire l'idée d'ajuster des pays non-européens à la France et de faire de leurs habitants des Français « civilisés ». Pour le pays, cette idée a des conséquences radicales : à partir de 1870, il est considéré définitivement comme faisant partie

intégrante du territoire national, les régions au nord étant remodelées en départements. En même temps, l'Algérie devient la destination d'une grande communauté de colons européens, comptant à la fin presque un million de personnes, qui se l'approprient comme leur nouvelle « patrie » et, pour reprendre une expression de l'époque, comme une « nouvelle France ».

Derrière cette formule de « nouvelle France » se cachent pourtant deux aspects fondamentaux de la situation coloniale algérienne. Premièrement, le pays est habité avant comme pendant toute la période coloniale, par une majorité d'habitants non-européens (arabes et berbères), en partie, brutalement évincés de leurs terres et soumis à un système de domination et de discrimination rigide. Depuis le début de l'occupation française, des réactions variées de la part de la population algérienne voient



© <http://etudescoloniales.canalblog.com>.

le jour, allant des formes d'accommodation jusqu'à la résistance armée, débouchant, au 20^e siècle, sur un mouvement contestataire et national particulièrement hétérogène. Deuxièmement, la communauté des Européens d'Algérie, censée être le protagoniste de cette « nouvelle France », est en elle-même très diversifiée, la plupart des colons étant d'origine non-française, surtout de l'Europe du Sud-ouest (Espagne, Italie, Malte).

Dès le début de la conquête, et surtout sous la Troisième République française, régime assimilateur par excellence, une scène commémorative – ensemble de monuments, de noms et de lieux et de cérémonies – se met progressivement en place dans l'espace public des villes algériennes. Remises en « situation coloniale », ces pratiques commémoratives ne peuvent aucunement être considérées comme la simple reproduction ou extension des modèles métropolitains européens. Elles font face à des dynamiques, des défis et des besoins bien particuliers, qui constituent une dimension de l'« intégration impériale »

(Jurgen Osterhammel), de toute une panoplie de mécanismes politiques, sociaux, juridiques, économiques et symboliques visant à augmenter la cohésion des empires, marqués par une diversité intérieure énorme. Le transfert de pratiques commémoratives dans le contexte colonial algérien s'avère être un processus complexe, allant de pair avec de multiples ajustements et déplacements de signification. En fait, on a affaire à au moins deux processus étroitement liés : d'un côté, le transfert de certaines pratiques culturelles de l'Europe vers le contexte colonial par lesquelles l'administration coloniale et les Européens s'intègrent et s'approprient l'espace algérien comme un espace européen pour mieux s'y enraciner ; de l'autre, l'appropriation de ces pratiques par une diversité d'acteurs algériens qui s'en servent de plus en plus pour investir l'espace public colonial.

Le plus grand apport de l'analyse de telles pratiques dans l'Algérie coloniale réside dans le fait qu'elle permet de réunir différentes factions et processus sociaux à la base de la société coloniale dans un champ analytique commun et de tourner le regard vers leurs diverses interactions. Il peut ainsi contribuer à une compréhension plus dynamique et plus complexe de la construction, de l'intégration comme de la désintégration de la société coloniale sur place. Dans une telle optique, la commémoration est considérée comme un ensemble de pratiques sociales qui créent et façonnent un espace public partagé dans lequel les différentes composantes de la société coloniale définissent et négocient leurs places et leurs rapports mutuels. Étroitement liées à des structures de pouvoir, de domination et des mécanismes d'intégration et d'exclusion dans le contexte colonial, ces interactions sont la plupart du temps marquées par des conflits.

Quant à ses sources, le projet se base sur des recherches poussées dans près de vingt archives locales, régionales, nationales et bibliothèques en Algérie et en France. À côté des correspondances issues des différentes échelles (communales, régionales, coloniales et ministérielles) de l'administration, l'analyse repose sur un nombre vaste de journaux locaux arabophones et franco-phones.

Jan JANSEN

Pour en savoir plus :

Jan Jansen, « Un monument pour le 'Royaume arabe'? Politiques symboliques et enjeux de pouvoir à Alger, dans les années 1860 », in Emmanuelle Sibeud (dir.), *Cultures d'empires? Circulations, échanges et affrontements culturels en situations coloniales et impériales*, Paris, Karthala, 2012.

Jan Jansen, « Celebrating the 'Nation' in a Colonial Context: 'Bastille Day' and the Contested Public Space in Algeria (1880s-1930s) », *The Journal of Modern History* [à paraître en 2012/2013].